La Lettre de l'Institut d'émission

IEOM
INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

Mai 2015

INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

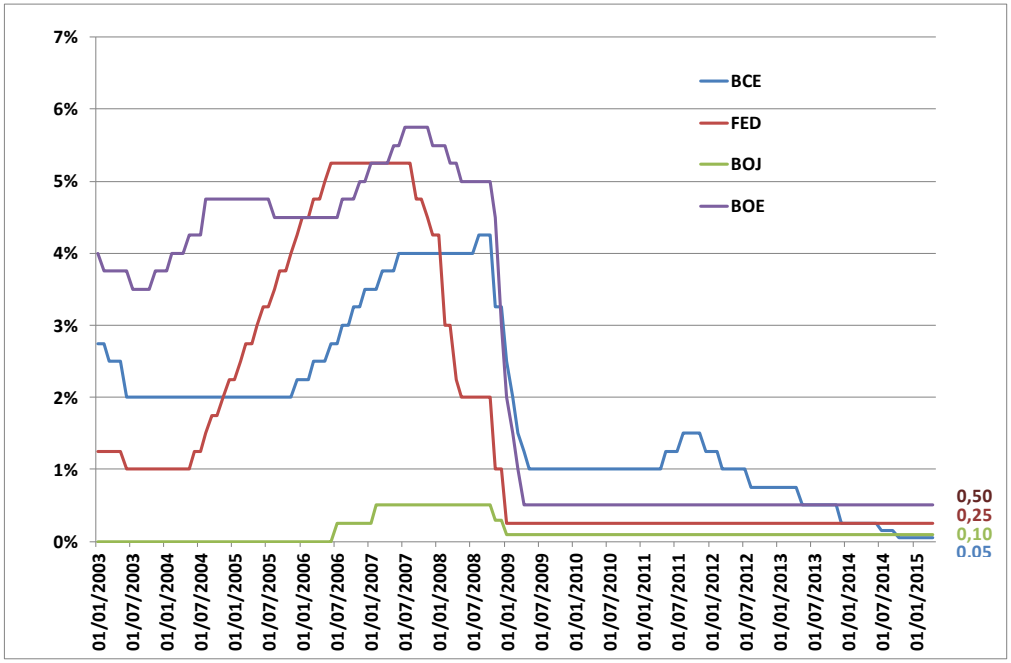
1 - Actualité nationale et internationale

Lettre introductive au rapport annuel de la Banque de France

Dans sa lettre introductive au rapport annuel de la Banque de France adressée le 4 mai 2015 au Président de la République, au Président du Sénat et au Président de l'Assemblée nationale, Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France estime que « l'économie française va mieux » mais que « fondamentalement, (elle) ne va pas assez bien ». Il explique que « la croissance potentielle reste anormalement faible et la croissance effective insuffisante pour ramener l'économie à un niveau plus proche du plein emploi » et plaide pour une accélération des réformes dans un contexte conjoncturel favorable, dû notamment à la baisse des prix du pétrole et la dépréciation de l'euro favorable : « La baisse des prix du pétrole, qui soutient le pouvoir d'achat, et la dépréciation de l'euro, qui favorise les exportations, pourraient apporter un demi-point de croissance sur chacune des années 2015 et 2016 ». Christian Noyer souligne aussi qu'« à près de 57 % du PIB, les dépenses publiques françaises sont désormais les plus élevées de tous les grands pays développés ». Des « transformations profondes sont nécessaires dans la conception et la mise en œuvre des politiques, voire des institutions publiques ». Et de citer en exemple « la situation des régimes de retraite » qu'il convient de mettre à l'équilibre afin que cette « dette sociale » ne soit pas « transférée aux générations futures », ou bien la réforme territoriale qui par un « empilement de structures (...) nuit à l'efficacité et à la responsabilité de l'action publique et engendre des surcoûts ». Il constate par ailleurs « un coût du travail trop dynamique » qui conduit « à la dégradation de la compétitivité hors coûts » et appelle à une remise à plat des règles de revalorisation du Smic. Le gouverneur souligne également que le mécanisme de diffusion de la baisse des taux est en partie entravé, en France, par la rigidité des taux de l'épargne réglementée, dont le niveau élevé constitue une anomalie unique dans la zone euro. « La réticence à les ajuster équivaut à contrarier les effets positifs de la politique monétaire », estime-t-il.

Lettre introductive au rapport annuel de la Banque de France : https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/rapport-annuel-2014/Rapport-annuel-2014-lettre-introductive-version-fr.pdf

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

France : hausse du nombre de chômeurs de catégorie A

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 509 800 en France métropolitaine fin mars 2015. Ce nombre augmente par rapport à la fin février 2015 (+0,4 %, soit +15 400). Sur un an, il croît de 4,9 %.

Europe : stabilité du chômage en ZE19 et UE28

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,3 % en mars 2015, stable par rapport à février 2015 mais en baisse par rapport au taux de 11,7 % de mars 2014. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,8 % en mars 2015, stable par rapport à février 2015 mais en baisse par rapport au taux de 10,4 % de mars 2014. Eurostat estime qu'en mars 2015, 23,748 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,105 millions dans la zone euro. Par rapport à février 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 75 000 dans l'UE28 et de 36 000 dans la zone euro. Comparé à mars 2014, le chômage a baissé de 1,523 million de personnes dans l'UE28 et de 679 000 dans la zone euro. Parmi les États de l'UE 28, le taux de chômage le plus faible en mars 2015 a été enregistré en Allemagne (4,7 %), et les plus élevés en Grèce (25,7 % en janvier 2015) et en Espagne (23,0 %).

Inflation

Zone euro : hausse de l'inflation à 0,0%

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,0 % en avril 2015, en hausse par rapport au mois de mars où il était de -0,1 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services (0,9 %, contre 1,0 % en mars) et l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (0,9 %, contre 0,6 % en mars) devraient connaître les taux annuels les plus élevés en avril, suivis des biens industriels hors énergie (0,1 %, contre 0,0 % en mars) et de l'énergie (-5,8 %, contre -6,0 % en mars).

France : légère augmentation

En avril 2015, les prix à la consommation augmentent légèrement (+0,1 % après +0,7 % en mars). Sur un an, ils s'accroissent également de 0,1 %, après trois mois consécutifs de baisse (-0,1 % en mars, -0,3 % en février et -0,4 % en janvier).

Surendettement

Diminution des saisines des commissions de surendettement

Le nombre de saisines des commissions de surendettement a diminué de 7,7 % au premier trimestre 2015 par rapport aux trois premiers mois 2014 (57 869 dossiers contre 62 706 dossiers) selon la Banque de France.
https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/2015-03-statistiques-surendettement.pdf

Chine

Baisse de taux directeurs

La Banque populaire de Chine (PBOC) a annoncé qu'elle abaissait de 25 points de base ses principaux taux directeurs, à 5,1 % pour le taux d'emprunt à un an, et à 2,25 % pour le taux de dépôt. Il s'agit de la troisième baisse de taux en moins de six mois, décidée en raison du ralentissement marqué de l'économie.

Actualité législative

Arrêté du 6 mai 2015 portant nomination au Conseil de surveillance de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM)

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=52C055020473B00619AE29109A8CB7A6.tpdila19v_1?cidTexte=JORFTEXT000030561056&categorieLien=id

Décret n° 2015-460 du 22 avril 2015 relatif à la remise de la fiche standardisée d'information mentionnée à l'article L. 312-6-2 du code de la consommation

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=B3D96AC9CC3A39BEB1E2E0F8547BFE4D.tpdila16v_1?cidTexte=JORFTEXT000030515984&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000030515799

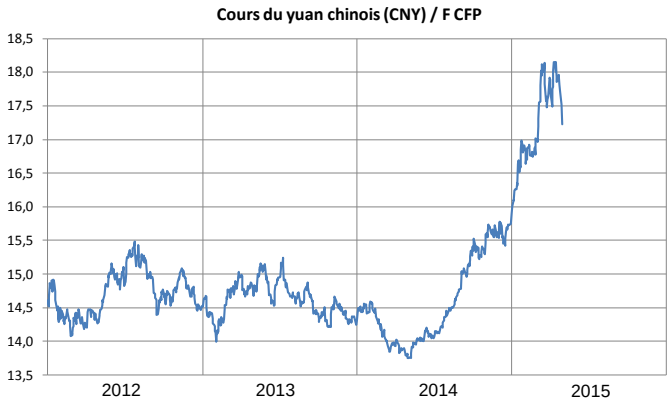
Arrêté du 29 avril 2015 précisant le format et le contenu de la fiche standardisée d'information relative à l'assurance ayant pour objet le remboursement d'un prêt

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=9BE89551CCFCA7438C4C5B27101FE07C.tpdila17v_1?cidTexte=JORFTEXT000030555752&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000030555659

2 – *Actualité régionale*

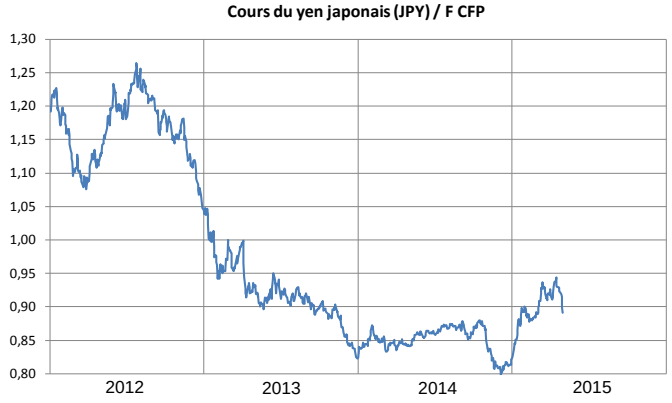
Chine : baisse de taux directeurs

La Banque populaire de Chine (PBOC) a annoncé qu'elle abaissait de 25 points de base ses principaux taux directeurs, à 5,1% pour le taux d'emprunt à un an, et à 2,25% pour le taux de dépôt. Il s'agit de la troisième baisse de taux en moins de six mois, décidée en raison du ralentissement marqué de l'économie.



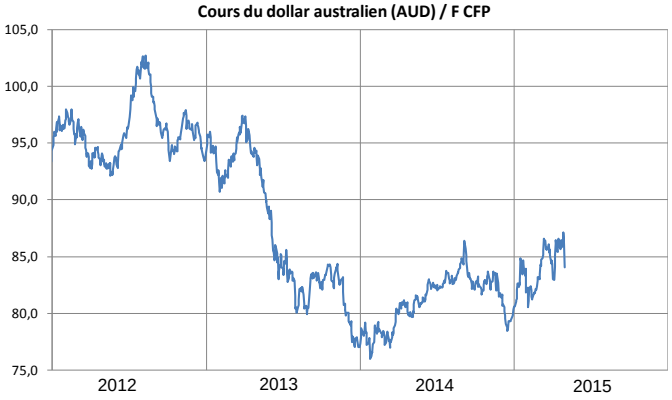
Japon : accélération de la croissance

Le 20 mai, le gouvernement japonais a annoncé que le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 0,6 % au premier trimestre 2015 par rapport au trimestre précédent, et de 2,4 % en rythme annuel (après +1,1 % au dernier trimestre 2014). La consommation des ménages, qui représente 60 % du PIB, croit de 0,4 % sur les trois premiers mois de l'année (comme au trimestre précédent), tandis que les dépenses d'investissement augmentent de 0,4 %, pour la première fois depuis un an.



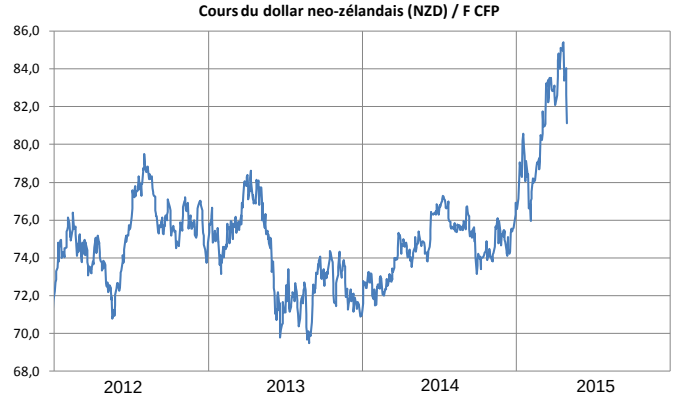
Australie : abaissement du taux directeur

Lors de sa réunion du 5 mai, la Banque centrale d'Australie (RBA) a abaissé son principal taux directeur d'un quart de point à 2,0 %, un nouveau plus bas historique. Cette décision vise à encourager le rebond de la consommation des ménages constaté ces six derniers mois, et à peser sur le cours de la devise jugé trop élevé. Elle intervient dans un contexte de progression des prix modérée (+1,3 % sur un an fin mars 2015, +0,2 % en glissement trimestriel), en conformité avec les objectifs d'inflation fixés par la RBA.



Nouvelle-Zélande : taux directeur inchangé

Lors de sa réunion du 30 avril 2015, la banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a décidé de laisser inchangé son taux directeur principal, à 3,5 %, dans un contexte de très faible progression des prix (+0,1 % sur un an au 1er trimestre 2015, -0,3 % en glissement trimestriel).



3 – Brèves économiques locales

Avenir institutionnel : déplacement de M. Claude Bartolone en Nouvelle-Calédonie

M. Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale, était en déplacement sur le Territoire du 24 au 29 avril 2015, accompagné de MM. Jean-Jacques Urvoas, Président de la commission des Lois, et Philippe Gosselin, vice-président de la mission d'information sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie. Ils ont rencontré les représentants des formations politiques et les acteurs économiques et sociaux. M. Bartolone s'est adressé aux élus du Congrès de la Nouvelle-Calédonie, alors que les discussions se poursuivent sur le projet de loi organique relative à la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté. La tenue d'un comité des signataires exceptionnel a été annoncée pour le 5 juin par le Premier Ministre afin d'examiner les amendements concernant les modalités d'inscription sur les listes électorales pour le référendum de 2018 apportés au texte par le Congrès calédonien. D'initiative gouvernementale, le texte devra ensuite être examiné par le Sénat français au mois de juin, puis par l'Assemblée Nationale avant la fin du mois de juillet 2015.

Réunion du comité de suivi de l'agenda partagé

Le comité de suivi de l'agenda partagé s'est réuni pour la troisième fois le 30 avril 2015. Des représentants de l'Etat, du gouvernement, des organisations patronales et syndicales et de groupes politiques ont examiné les modalités de mise en œuvre de la feuille de route issue de la conférence économique, sociale et fiscale de 2014, conformément aux orientations esquissées dans le discours de politique générale du président du Gouvernement.

Renouvellement de la composition du Conseil Economique, Social et Environnement (CESE)

La 5ème mandature du CESE (2010-2015) s'est achevée ce mois. Réunis en dernière séance pleinière le 7 mai 2015, les membres de l'assemblée du Conseil ont pu dresser un bilan de la mandature écoulée. Les 39 membres de la prochaine mandature devront être désignés prochainement, pour une durée de 5 ans, par les Provinces (28 membres), le Sénat coutumier (2 membres), et le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, après avis des présidents des assemblées de Province (9 membres). Pour rappel, la mission du CESE, en tant qu'institution consultative, est de rendre des avis et de formuler des propositions à destination des décideurs politiques, en matière économique, sociale, culturelle et environnementale.

Modification partielle du code minier

La loi du pays n°2015-3 du 29 avril 2015 est venue modifier l'article 5 de la loi du pays n°2009-6 du 16 avril 2009 relative au code minier de la Nouvelle-Calédonie. Le délai d'autorisation des exploitations en cours, initialement fixé à six ans après entrée en vigueur du code minier de 2009, est prorogé de trois ans. Il prendra ainsi fin en 2018, plutôt qu'en avril 2015 comme prévu initialement.

Nouveaux programmes de recherche sur les technologies du nickel.

Le Centre National de Recherche Technologique (CNRT) « Nickel et son environnement » a annoncé le lancement, en ce début d'année 2015, d'une dizaine de nouveaux projets de recherche relatifs aux technologies du nickel et à l'impact sociétal et environnemental des activités d'extraction et de transformation. Ceux-ci devront permettre à l'horizon 2017 de renforcer l'état des savoirs sur la cartographie des ressources, la toxicité potentielle des métaux, la restauration des sites miniers, mais aussi de mieux connaître le champ professionnel des petites et moyennes entreprises minières. Le CNRT est un groupement d'intérêt public, créé en 2007 dans le but de soutenir la recherche fondamentale et appliquée sur les industries du nickel en Calédonie. Son budget est alimenté à parts égales par l'Etat, le gouvernement, les provinces et les industriels.

Forum d'affaires Australie – Nouvelle-Calédonie

Le 11ème forum des affaires Australie – Nouvelle-Calédonie s'est tenu le 4 mai 2015 pour la première fois à Nouméa. Organisé par le Conseil d'Affaires Australie – Îles du Pacifique (APIBC), il a réuni plus de 85 participants autour de table-rondes consacrées notamment aux relations économiques bilatérales, à l'économie minière et à la mise en place de normes de construction en Nouvelle-Calédonie. A l'invitation des organisateurs, la direction de l'IEOM y a présenté un aperçu des relations économiques liant les deux pays. L'Australie est le 2ème partenaire économique du Territoire, comptant pour 10 % des échanges de biens et 8 % des flux de transactions courantes.

L'IEOM de Nouvelle-Calédonie a publié les études suivantes :

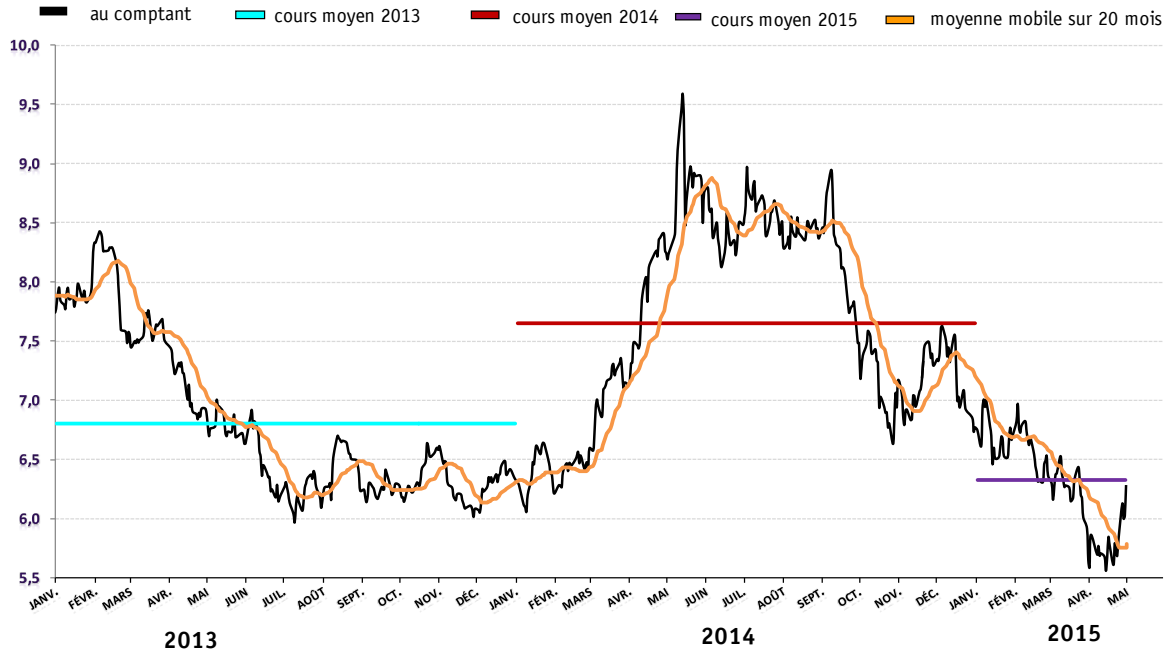
- Note expresse n°154 – New Caledonia's economy in 2014 (synthèse annuelle version anglaise)
- Note expresse n°158 – Premières tendances – 1er trimestre 2015
- À venir en juin 2015 : Rapport annuel 2014

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		avr.-15	104,96	-0,3%	0,3%
Nombre de demandeurs d'emploi		févr.-15	7 716	11,2%	1,3%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	mars-15	13 914	62,3%	2,2%
	cumulées	mars-15	34 376	-	14,9%
Importations	mensuelles	mars-15	20 846	-5,0%	-8,8%
	cumulées	mars-15	68 045	-	-2,2%
SECTEURS D'ACTIVITE			**Données brutes**	**var.mensuelle**	**gliss. annuel**
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		avr.-15	5,80	-7,0%	-26,4%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		avr.-15	640	-7,0%	-6,0%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	mars-15	457	90,3%	2,6%
	cumulées	mars-15	949	-	3,6%
• Exportations de produits métallurgiques					
(Ferronickel, matte, NHC, NiO)	mensuelles	mars-15	8 894	66,7%	7,1%
(en tonnes de nickel contenu)	cumulées	mars-15	22 553	-	16,4%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	févr.-15	7 745	-10,3%	12,7%
	cumulés	févr.-15	16 377	-	10,9%
• Nuitées (hôtels de Nouméa)	mensuels	sept.-14	52 328	15,2%	-1,2%
	cumulés	sept.-14	410 552	-	-7,6%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		sept.-14	64,6%	+ 10,2 pt	+ 9,3 pts
• Croisiéristes	cumulés	déc.-14	421 636	-	9,3%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	sept.-14	9 198	6,6%	-10,3%
	cumulées	sept.-14	79 887	-	-12,9%
• Index BT 21		avr.-15	101,32	0,05%	-0,08%
• IRL (p)		avr.-15	119,95	0,00%	0,03%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	mars-15	68	141,2%	-23,6%
	cumulées	mars-15	111	-	-21,3%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	mars-15	103	143,6%	-24,5%
	cumulées	mars-15	168	-	-23,1%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	avr.-15	572	9,0%	16,0%
	cumulées	avr.-15	2 000	-	-3,0%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME ($/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	avr.-13	avr.-14	avr.-15	var 14/13	var 15/14
Circulation fiduciaire	17 623	15 151	17 468	-14,0%	15,3%
Dépôts à vue	256 807	270 542	313 012	5,3%	15,7%
Total M1	274 430	285 693	330 480	4,1%	15,7%
M2-M1	107 756	114 249	119 657	6,0%	4,7%
Total M3	603 857	591 305	634 928	-2,1%	7,4%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-12	déc.-13	déc.-14	var 13/12	var 14/13
Entreprises	456 762	452 929	457 721	-0,8%	1,1%
Ménages	403 923	409 701	418 471	1,4%	2,1%
Collectivités locales	60 060	74 063	94 210	23,3%	27,2%
Autres agents	16 069	15 715	15 590	-2,2%	-0,8%
Total encours sain	936 813	952 408	985 992	1,7%	3,5%
Créances douteuses brutes	19 022	29 611	29 380	55,7%	-0,8%
Total encours brut	955 835	982 019	1 015 371	2,7%	3,4%

Interdits bancaires

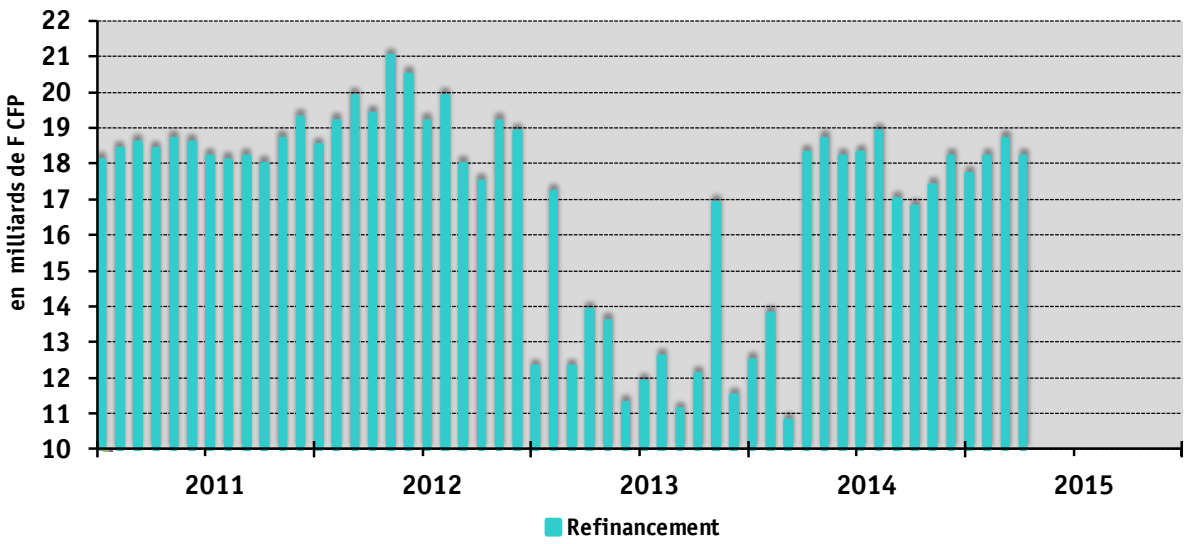
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	avr.-15	7 846	0,7%	-0,5%
	dont personnes physiques	avr.-15	6 939	0,8%	-0,9%
	dont personnes morales	avr.-15	907	-0,1%	3,1%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	avr.-15	17 624	0,2%	8,6%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	avr.-15	5 484	0,3%	8,5%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	avr.-15	18,2	-2,3%	-0,5%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	Var .
indice des prix à la consommation	avr	104,6	105,0	0,3%
Entreprises				
nombre d'entreprises (a)	mars	55 907	58 104	3,9%
dont entreprises sans salarié	mars	49 268	51 626	4,8%
créations d'entreprises (p) *	déc	3 541	3 474	-1,9%
cessations d'entreprises (p) *	déc	3 150	3 269	3,8%
liquidations judiciaires	mars	19	29	52,6%
redressements judiciaires	mars	15	10	-33,3%
personnes morales en interdiction bancaire	avr	880	907	3,1%
ventes de ciment (tonnes) *	sept	91 737	79 887	-12,9%
dont ciment local (tonnes) *	sept	91 044	79 868	-12,3%
importations de biens d'équipement (M F CFP)	mars	7 904	9 853	24,7%
importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	avr	2 824	1 724	-38,9%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs	avr	1 238	1 007	-18,7%
Ménages				
emploi salarié (nb) *	déc	89 613	90 093	0,5%
dont secteur privé *	déc	64 239	64 609	0,6%
dont secteur public *	déc	25 374	25 484	0,4%
demandes d'emploi de fin de mois	févr	7 617	7 716	1,3%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	févr	7 342	7 329	-0,2%
chômeurs indemnisés	mars	2 482	2 409	-2,9%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	avr	899,3	904,8	0,6%
personnes physiques en interdiction bancaire	avr	7 002	6 939	-0,9%
décisions retraits cartes bancaires	avr	1 102	801	-27,3%
incidents paiements sur chèques	avr	10 981	9 481	-13,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs	avr	2 062	2 000	-3,0%
importations de véhicules de tourisme (M F CFP)	avr	4 866	4 773	-1,9%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	mars	8 061	8 664	7,5%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	mars	3 857	3 874	0,4%
Echanges				
nombre de touristes	févr	14 773	16 377	10,9%
nombre de croisièristes *	déc	385 925	421 636	9,3%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa *	sept	55,0%	55,9%	0,9 pt
moyenne des cours du nickel au LME en $/lb sur l'année	avr	6,95	6,33	-8,9%
cours du nickel au LME en $/lb	avr	7,88	5,80	-26,4%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	mars	916	949	3,6%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	mars	3 186	4 768	49,7%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	mars	19 377	22 553	16,4%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	mars	25 044	26 635	6,4%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	mars	142	111	-21,3%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	mars	218	168	-23,1%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	mars	28 448	31 571	11,0%
part de ces produits dans le total des exportations	mars	95,1%	91,8%	-3,2 pts
total des importations (M FCFP)	mars	69 551	68 045	-2,2%
total des exportations (M FCFP)	mars	29 926	34 376	14,9%
taux de couverture	mars	43,03%	50,52%	7,5 pts
recettes douanières (M FCFP)	mars	11 444	11 513	0,6%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	avr	270 542	313 012	15,7%
M1 (Dépôts à vue + circulation fiduciaire)	avr	285 693	330 480	15,7%
M2 (M1 + Comptes épargne logement + Comptes sur livret)	avr	399 942	450 137	12,6%
Dépôts à terme	avr	191 363	184 791	-3,4%
M3 (M2 + Dépôts à terme)	avr	591 305	634 928	7,4%
P1 (Plan épargne logement et Livret épargne entreprises)	avr	3 880	4 557	17,4%
coût du crédit aux entreprises- court terme *	déc	3,48%	3,74%	0,3 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme *	déc	4,39%	3,79%	-0,6 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers *	déc	3,68%	3,50%	-0,2 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échéancés à la consommation *	déc	7,46%	7,20%	-0,3 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues *	déc	982 019	1 015 371	3,4%
Ménages	déc	409 701	418 471	2,1%
dont crédits à la consommation	déc	*74 536*	*74 517*	*0,0%*
dont crédits à l'habitat	déc	*329 342*	*337 957*	*2,6%*
Entreprises	déc	452 929	457 721	1,1%
dont crédits d'exploitation	déc	*83 638*	*75 075*	*-10,2%*
dont crédits d'investissement	déc	*235 173*	*242 294*	*3,0%*
dont crédits à la construction	déc	*117 498*	*127 084*	*8,2%*
Collectivités locales	déc	74 063	94 210	27,2%
dont d'investissement	déc	*71 470*	*92 643*	*29,6%*
Autres agents de CCB non ventilés	déc	15 715	15 590	-0,8%
créances douteuses brutes	déc	29 611	29 380	-0,8%
taux de créances douteuses brutes	déc	3,0%	2,9%	-0,1 pt
ensemble des actifs financiers *	déc	715 081	732 505	2,4%
Ménages	déc	376 117	390 389	3,8%
Sociétés	déc	227 682	240 544	5,6%
Autres agents	déc	111 282	101 572	-8,7%
dont assurances-vie	déc	*106 818*	*113 733*	*6,5%*

(a) données actualisées ; (p) données trimestrielles provisoires

Sources : IEOM, ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT, Tribunal mixte de commerce de Nouméa

*2014/2013

2 – Actualité régionale

Rapport du Fonds monétaire international sur l'économie du Royaume des îles Tonga

Le Fonds monétaire international (FMI) a publié le 30 avril dernier un rapport sur le développement économique des îles Tonga. Selon l'organisation internationale, le pays devrait enregistrer une croissance économique modérée au cours des prochaines années, après avoir connu une contraction de celle-ci en 2012 et 2013. Les travaux de reconstruction des îles après le passage du cyclone Ian en 2014 et l'organisation des Jeux du Pacifique, qui s'y tiendront en 2019, devraient contribuer à stimuler la croissance économique du pays à moyen terme dans un contexte d'inflation faible. Le FMI préconise d'améliorer le climat des affaires pour favoriser le développement du secteur privé et accroître le potentiel de croissance du Royaume. Le rapport inclut une liste de préconisations en matière de politique économique, notamment fiscale, qui, si elles sont mises en œuvre, permettront au pays de bénéficier d'un niveau de croissance plus élevé à long terme.

Premier forum national des investisseurs sur les énergies renouvelables aux îles Fidji

Plus de 70 acteurs économiques des îles Fidji étaient réunis le 7 avril dernier à Suva, la capitale du pays, à l'occasion du premier forum national des investisseurs sur les énergies renouvelables. Organisé par le ministère de l'énergie, en collaboration avec le Programme de Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), ce forum a permis aux différentes parties prenantes d'échanger sur les possibilités d'investissement du pays dans les énergies renouvelables. Le réseau électrique de Fidji a besoin d'être rénové en grande partie au cours de la prochaine décennie, ce qui nécessite de lourds investissements que le seul secteur public ne pourra entièrement financer. L'opportunité d'orienter le secteur énergétique vers les énergies renouvelables pourrait donc permettre d'attirer de nouveaux investisseurs privés tout en permettant au pays de réduire ses émissions de gaz à effet de serre.

3 – Brèves locales

Attribution du marché du réseau de téléphonie mobile

Notifié en décembre 2014, le marché de la fourniture, de l'installation et de la maintenance d'un réseau de téléphonie mobile à Wallis-et-Futuna a été attribué le 17 avril dernier à la société néo-calédonienne Intelia, représentant exclusif d'Ericsson. Selon le service des Postes et télécommunications (SPT), l'installation des équipements devrait débuter en septembre, l'objectif étant de rendre le réseau de téléphonie mobile opérationnel avant la fin de l'année 2015. Pour mémoire, le coût total de la mise en place du réseau est estimé à 786 millions de F CFP. Dans le cadre de l'exploitation du réseau sur les deux îles, le SPT prévoit de recruter sept personnes : un chef de centre à Wallis, deux techniciens pour la transmission, deux techniciens pour le cœur de réseau et enfin deux commerciaux. Le SPT espère pouvoir proposer des tarifs au moins aussi compétitifs que ceux appliqués en Nouvelle-Calédonie actuellement. À la fin du mois d'avril, des agents du SPT et de la société Intelia se sont déplacés sur l'île de Futuna pour repérer l'emplacement des futures antennes et évaluer l'ampleur des travaux à prévoir.

Plus de 11 millions de F CFP récoltés par le comité Solidarité Vanuatu

Un comité dénommé *Solidarité Vanuatu* a été créé fin mars à Wallis-et-Futuna pour venir en aide à la population du Vanuatu, suite au passage du cyclone *Pam* qui a dévasté l'archipel le 13 mars dernier. Plus de 11 millions de F CFP ont été récoltés auprès de la population de l'archipel. Ces fonds seront prochainement confiés au Secours catholique de la Nouvelle-Calédonie et serviront en priorité à la reconstruction des écoles endommagées par le cyclone. Selon les derniers bilans, 13 individus ont trouvé la mort lors du passage de la dépression tropicale et 98 000 personnes ont perdu leur logement. Le risque d'une crise alimentaire reste très important dans un pays où plus de 90 % des récoltes ont été détruites et où près de 70 % de la population dépend de l'agriculture. L'accès à l'eau potable est également un problème majeur, de nombreux réservoirs et cuves utilisés pour le captage de l'eau ayant été détruits.

Vers une autorisation des casinos embarqués sur les navires immatriculés à Wallis-et-Futuna

Le 29 avril dernier, la ministre des Outre-mer, Mme George PAU-LANGEVIN, a présenté en Conseil des ministres son projet de loi relatif à la modernisation de l'Outre-mer. Ce projet, qui rassemble des mesures applicables à l'ensemble de l'Outre-mer et d'autres spécifiques à certaines collectivités, prévoit notamment d'autoriser l'exploitation de casinos embarqués sur des navires immatriculés au registre de Mata'Utu. Cette mesure fait suite à l'intervention de M. Robert LAUFOAULU, sénateur de Wallis-et-Futuna, le 5 février 2014 au Sénat : il avait alors interrogé le ministre délégué chargé des transports, de la mer et de la pêche, sur la volonté du gouvernement de consolider le registre de Wallis-et-Futuna et sur le fait qu'actuellement, les casinos embarqués sont interdits sur les bateaux immatriculés à Mata'Utu ce qui pénalise le registre de l'archipel. Pour mémoire, le port d'immatriculation de Mata'Utu est, après le Registre International Français (RIF) à Marseille, le second registre de navires battant pavillon français et armés au commerce international. Une immatriculation à Wallis-et-Futuna présente plusieurs avantages. Elle permet notamment au navire et à son équipage de bénéficier du régime douanier et fiscal local du Territoire. Les taxes annuelles de francisation et d'immatriculation à acquitter par les armateurs sont relativement faibles (de 1,8 à 54,5 millions de F CFP selon le tonnage). Actuellement, sept bateaux, exclusivement des navires de croisière, sont immatriculés à Wallis-et-Futuna. En 2014, les taxes de francisation prélevées sur ces navires se sont élevées à 3,9 millions de F CFP.

Des ajustements apportés au dispositif de continuité territoriale

L'aide à la continuité territoriale s'adresse aux personnes résidant en Outre-mer et souhaitant se déplacer en France métropolitaine. Il s'agit d'un service public visant à renforcer la cohésion entre les territoires français, par la prise en charge d'une partie du coût du billet d'avion pour la métropole. Les résidents de Wallis-et-Futuna peuvent bénéficier de cette aide à condition que le revenu annuel de leur foyer soit inférieur à 1,68 millions de F CFP. Dans un contexte de restriction budgétaire, des ajustements au dispositif de continuité territoriale ont été apportés par décret le 13 février dernier. Désormais, l'aide ne peut être accordée qu'une fois tous les trois ans et doit être octroyée avant de réserver le titre de transport. Son montant a été diminué de moitié et s'élève désormais à 20 286 F CFP. L'aide reste néanmoins majorée à 66 826 F CFP pour les individus dont le revenu annuel du foyer est inférieur à 1 million de F CFP. De nouvelles mesures ont par ailleurs été prises au bénéfice des parents accompagnant leur enfant évacué sanitaire. Le nouveau dispositif est entré en vigueur le 24 février dernier.

Publications

L'IEOM vient de publier l'Observatoire des tarifs bancaires en vigueur au 1er avril 2015 dans les COM du Pacifique. Ce rapport est téléchargeable sur notre site Internet :
http://www.ieom.fr/ieom/publications/observatoire-des-tarifs-bancaires/

La Note expresse « L'économie de Wallis-et-Futuna en 2014 » vient également de paraître. Elle est téléchargeable sur notre site Internet à l'adresse suivante :

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne155_portrait_synthese_2014_wallis.pdf

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

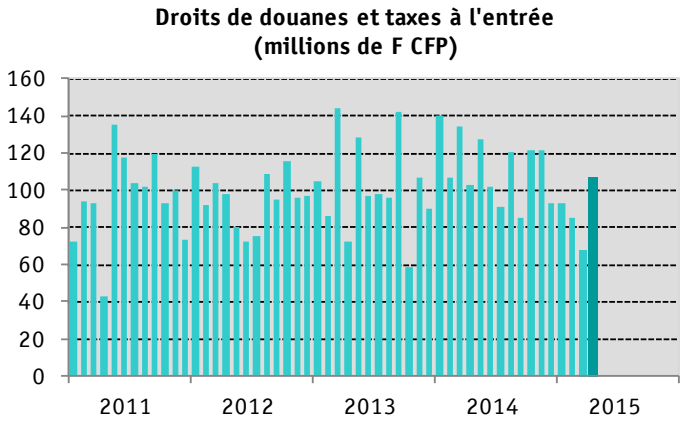
Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :
http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/

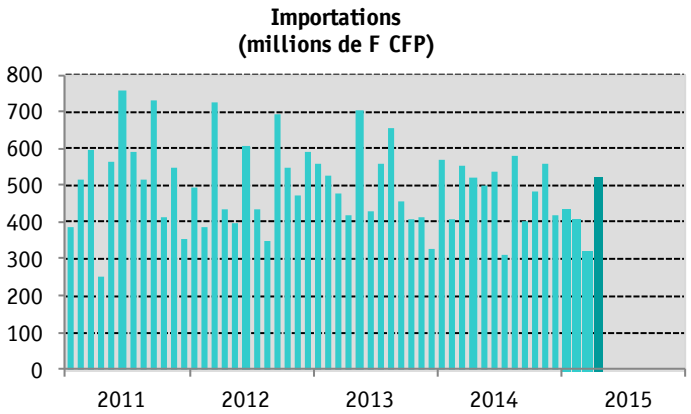
4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		1T 15	116,62	-	-0,2%
SMIG mensuel en XPF		avr-15	90 000	-	1,0%
Nombre d'emplois salariés		juin-14	2 078	-	-3,6%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	avr-15	523	62,5%	0,3%
	cumulées	avr-15	1 687	-	-17,8%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	avr-15	107	59,1%	4,0%
	cumulés	avr-15	352	-	-27,2%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	avr-15	49	56,3%	56,3%
	cumulées	avr-15	155	-	-1,3%

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Énergie					
Production brute d'electricité (milliers de kWh)	trimestriel	mars-15	1 695	14,6%	4,8%
Consommation de gazole (milliers de litres)	trimestriel	mars-15	660	19,3%	12,9%
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestriel	mars-15	145	22,3%	-5,1%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	avr-15	2 413	35,9%	9,7%
	cumulé	avr-15	9 826	-	11,0%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	avr-15	1 160	50,3%	-16,2%
	cumulé	avr-15	4 344	-	0,3%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	avr-15	2	0,0%	0,0%
	cumulées	avr-15	10	-	-16,7%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	avr-15	14	180,0%	-48,1%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEWF, SWAFEPP, Aviation civile



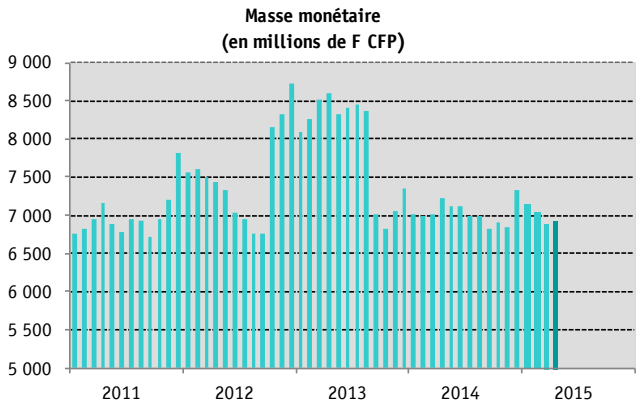


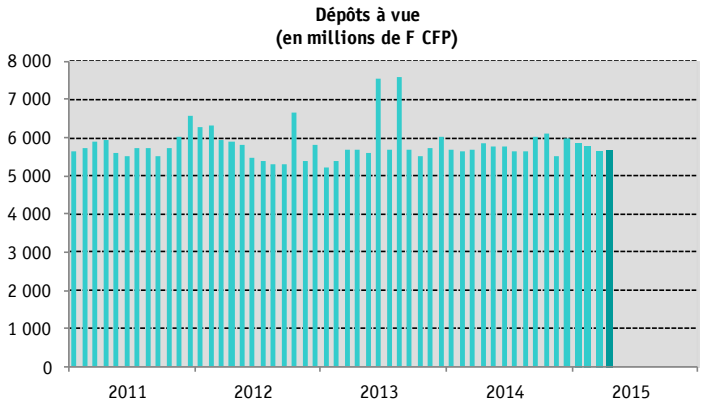
5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Baisse de la masse monétaire sur l'année

en millions de F CFP	avr-14	mars-15	avr-15	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 101	2 022	2 074	2,6%	-1,3%
Dépôts à vue	3 762	3 614	3 606	-0,2%	-4,1%
Total M1	**5 864**	**5 636**	**5 681**	**0,8%**	**-3,1%**
M2-M1	531	439	438	-0,2%	-17,6%
Total M3	**7 215**	**6 885**	**6 928**	**0,6%**	**-4,0%**

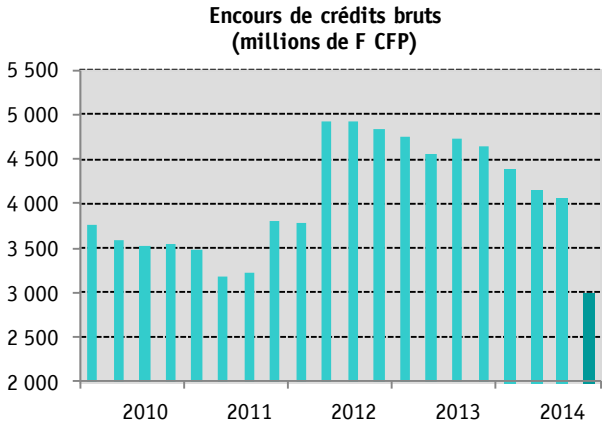


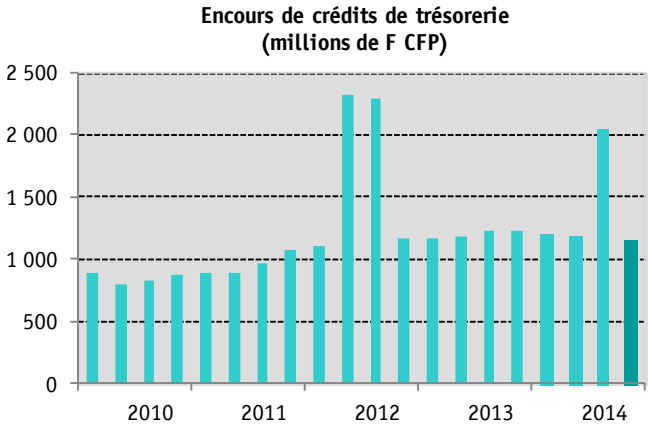


Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits suite au remboursement anticipé d'importants crédits

en millions de F CFP	déc-12	déc-13	déc-14	▲/an
Crédits de trésorerie	1 168	1 228	1 148	-6,5%
Crédits à l'équipement	2 366	2 189	960	-56,1%
Crédits à l'habitat	498	398	235	-40,9%
Autres crédits	324	349	199	-43,0%
Total encours sain	4 356	4 164	2 542	-38,9%
Créances douteuses brutes	484	469	438	-6,6%
Total encours brut	**4 839**	**4 633**	**2 980**	**-35,7%**

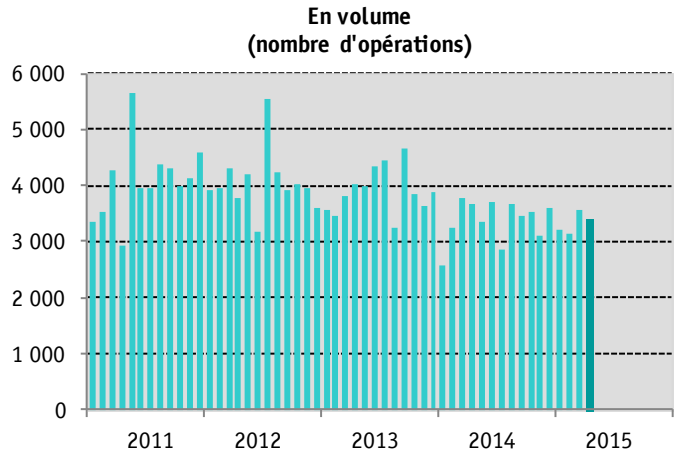


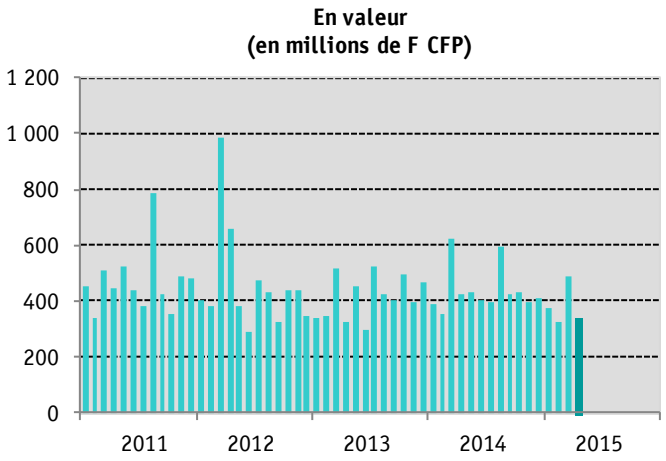


Compensation

Diminution en nombre et en valeur des opérations de compensation en avril

	avr-14	mars-15	avr-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 652	3 554	3 372	13 295	-5,1%	-7,7%
Compensation (en millions de CFP)	423	487	341	1 531	-29,9%	-19,3%





Incidents bancaires

Progression du nombre d'incidents de paiement sur chèque sur l'année

en nombre	avr-14	mars-15	avr-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	43	55	53	261	-3,6%	23,3%
Retraits de cartes bancaires	3	0	0	0	-	-100,0%

Interdits bancaires

Baisse du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	avr-14	mars-15	avr-15	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	**334**	**318**	**316**	**-0,6%**	**-5,4%**
- dont personnes physiques	321	302	300	-0,7%	-6,5%
- dont personnes morales	13	16	16	0,0%	23,1%

Cotation

Stagnation du nombre de cotes valides

en nombre	avr-14	mars-15	avr-15	▲/mois	▲/an
Cotes valides	**48**	**48**	**48**	**0,0%**	**0,0%**
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	16	17	17	0,0%	6,3%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	▲/an
Indicateurs économiques				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	1T	116,82	116,62	-0,2%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	avril	13	16	23,1%
importations de biens d'équipement (M XPF)	avril	285	242	-15,2%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	avril	53	20	-62,5%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	avril	36	26	-27,8%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	2 078	-	-
dont secteur privé	juin	828	-	-
dont secteur public	juin	1 250	-	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	avril	528	533	1,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	avril	321	300	-6,5%
décision retrait cartes bancaires (nb)	avril	8	0	-100,0%
incidents paiements sur chèques (nb)	avril	272	261	-4,0%
importations de produits alimentaires (M XPF)	avril	525	459	-12,6%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	avril	287	273	-4,8%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	avril	126	87	-31,2%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	avril	38	26	-31,6%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	avril	2 054	1 687	-17,8%
exportations	avril	-	-	-
recettes douanières	avril	646	512	-20,8%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	avril	484	352	-27,2%
dont taxes intérieures de consommation	avril	157	155	-1,3%
Indicateurs financiers				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	avril	3 762	3 606	-4,1%
M1	avril	5 864	5 681	-3,1%
M2	avril	6 395	6 118	-4,3%
Dépôts à terme	avril	820	810	-1,3%
M3	avril	**7 215**	**6 928**	**-4,0%**
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	décembre	**2 980**	**-**	**-**
Ménages	décembre	1 355	-	-
dont crédits à la consommation	décembre	1 166	-	-
dont crédits à l'habitat	décembre	190	-	-
Entreprises	décembre	884	-	-
dont crédits d'exploitation	décembre	54	-	-
dont crédits d'investissement	décembre	672	-	-
Collectivités locales	décembre	288	-	-
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	16	-	-
créances douteuses brutes	décembre	438	-	-
taux de créances douteuses	décembre	14,7%	-	-
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	décembre	2 874	-	-
dont assurances-vie	décembre	1 073	-	-
Sociétés	décembre	2 169	-	-
Autres agents	décembre	2 116	-	-

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, Contributions diverses

2 – Brèves économiques locales

Aquaculture : inauguration du site de la future ferme aquacole à Hao

La cérémonie d'inauguration du site de la ferme aquacole s'est tenue début mai sur l'île de Hao, aux Tuamotu. La société Tahiti Nui Ocean Foods (TNOF), porteuse du projet, a été constituée fin septembre 2014 avec un capital d'un milliard de F CFP. Le projet représente une production annuelle attendue de 50 000 tonnes de poissons lagonaires, avec 2 800 cages d'élevage. La phase chantier, envisagée pour une durée de 24 à 30 mois, devrait générer entre 400 et 550 emplois. Pour l'exploitation de la ferme, les effectifs seraient constitués de deux équipes de 250 personnes, dont 20 cadres polynésiens formés par l'Université de Shanghai.

Défiscalisation : 1 milliard de F CFP de crédits d'impôt accordés

Le 4 mai 2015, le Conseil des ministres a accordé près d'un milliard de F CFP de crédits d'impôt pour six projets représentant un investissement total de 3,5 milliards de F CFP. En particulier, l'hôtel Saint Régis de Bora Bora va investir 2 milliards de F CFP dans des travaux d'extension de l'hôtel comprenant principalement la construction de 25 bungalows de grand luxe sur pilotis.

Perliculture : chute des exportations au premier trimestre 2015

Selon les chiffres de l'ISPF, au premier trimestre 2015, les exportations de perles brutes ont chuté de 45 % en valeur et de 48 % en volume par rapport à la même période en 2014. L'importance des stocks provoque un effondrement de la demande pour les perles de moins bonne qualité, même si les belles perles colorées et les pièces les plus haut de gamme s'exportent encore. Les principaux clients, les marchés japonais (où la chute du yen renchérit le coût des perles polynésiennes) et chinois, sont particulièrement affectés.

Logement social : initialisation d'études pour 328 logements

Afin d'anticiper les futures opérations du Contrat de projets 2015-2020, le Pays initie et finance les études préparatrices nécessaires au lancement dès 2016 de certains projets de construction de logements sociaux. Après la validation de trois premières opérations de 130 logements pour un montant de 3,3 milliards de F CFP lors du Conseil des ministres du 29 avril, six nouveaux projets ont été proposés début mai pour une capacité de 198 logements en habitat groupé et un montant de 4,6 milliards de F CFP.

Tourisme : satisfaction des clients chinois

Le GIE Tahiti Tourisme a mené une enquête de satisfaction auprès des passagers du vol charter en provenance de Chine arrivés sur le territoire en février dernier. Selon cette enquête, 92 % des visiteurs interrogés, qui visitaient tous Tahiti pour la première fois, étaient très satisfaits ou satisfaits de leur expérience, malgré la barrière de la langue. La beauté des paysages et les activités sont les éléments qui recueillent les meilleurs taux de satisfaction.

Plaisance : 12ème édition de la Tahiti Pearl Regatta

Pour sa 12ème édition, la Tahiti Pearl Regatta, devenue la plus grande régate du Pacifique insulaire, a rassemblé du 28 avril au 2 mai aux îles Sous-le-Vent 50 voiliers et notamment des équipages internationaux. La précédente édition avait rassemblé au total 45 voiliers et 366 participants.

Numérique : lancement de la fibre optique pour les entreprises de Tahiti

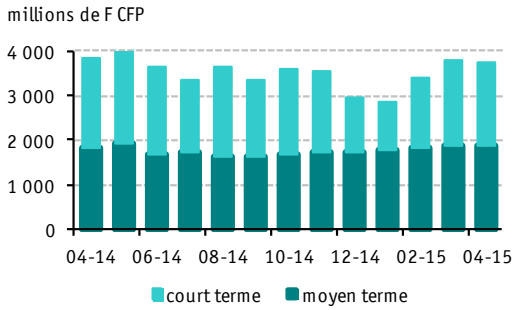
L'Office des postes et télécommunication (OPT) a lancé fin avril ses nouvelles offres Internet par fibre optique dédiées aux entreprises (forfaits ViniboxPro). Pour le moment, seules les entreprises de quelques zones industrielles et commerciales de Papeete sont concernées, mais le déploiement de la fibre optique se poursuivra dans les zones urbaines côtières de Tahiti, pour atteindre la Presqu'île en 2018. Dès la fin 2015, un potentiel de 20 000 clients serait touché par cette offre. Par ailleurs, certaines zones des autres îles de la Société pourraient être couvertes dès 2016. De nouvelles offres destinées aux particuliers seront dévoilées en septembre.

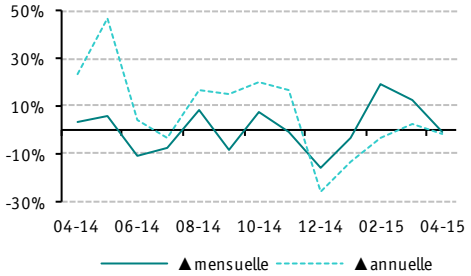
3 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Repli du refinancement à court terme

en millions de F CFP	avr-14	mars-15	avr-15	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	2 030	1 955	1 879	-3,9%	-7,4%
Utilisations à moyen terme	1 798	1 834	1 875	2,3%	4,3%
Refinancement total	**3 827**	**3 788**	**3 754**	**-0,9%**	**-1,9%**

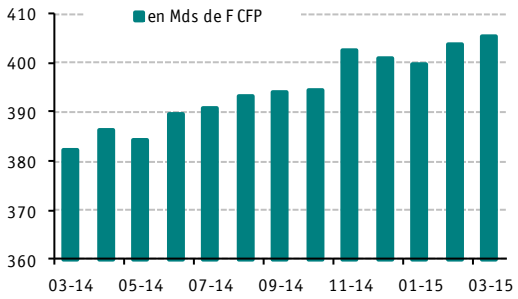


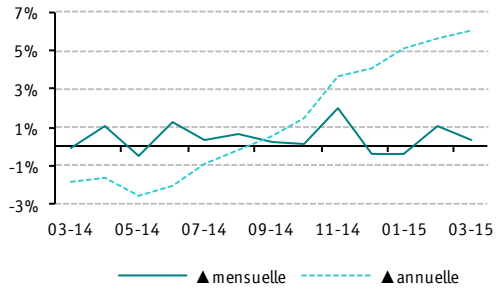


Masse monétaire

Nouvelle progression de la masse monétaire

en millions de F CFP	mars-14	févr-15	mars-15	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 156	12 879	13 254	2,9%	-6,4%
Dépôts à vue	147 114	158 600	158 688	0,1%	7,9%
Comptes sur livrets	100 808	99 421	100 034	0,6%	-0,8%
Comptes d'épargne logement	405	385	392	1,6%	-3,2%
Dépôts à terme	117 891	130 963	131 413	0,3%	11,5%
Autres	1 706	1 419	1 422	0,2%	-16,7%
Total M3	**382 079**	**403 667**	**405 203**	**0,4%**	**6,1%**

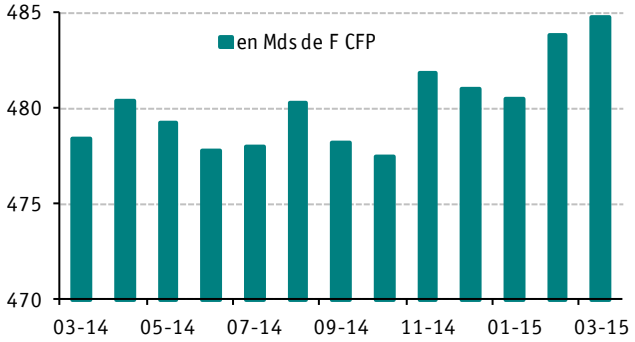


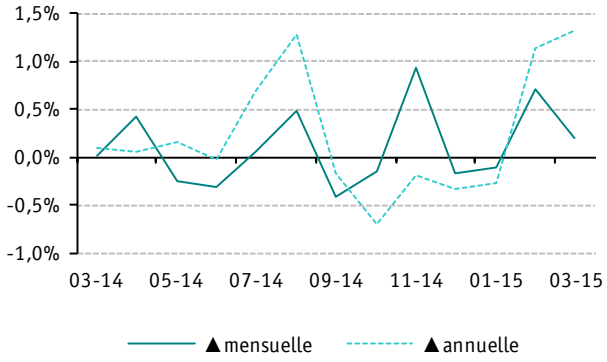


Concours des banques locales à l'économie

Contraction des crédits de trésorerie

en millions de F CFP	mars-14	févr-15	mars-15	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	116 595	111 640	110 449	-1,1%	-5,3%
Crédits d'équipement	72 469	77 404	76 543	-1,1%	5,6%
Crédits à l'habitat	165 872	169 281	169 089	-0,1%	1,9%
Autres crédits	61 517	63 479	66 158	4,2%	7,5%
Créances douteuses brutes	61 931	62 027	62 490	0,7%	0,9%
Total Concours de Caractère Bancaire	**478 384**	**483 831**	**484 729**	**0,2%**	**1,3%**





Les indicateurs de référence

		date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)		mars-15	108,6	108,2	108,1	0,0%	-0,4%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)		févr-15	113,9	115,1	114,1	-0,9%	0,2%
Commerce extérieur	*Exportations civiles (en M F CFP)*	mars-15	1 932	1 070	937	-12,4%	-51,5%
	Importations civiles (en M F CFP)	mars-15	12 438	10 363	13 133	26,7%	5,6%
							(source : ISPF)
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)		mars-15	1 697	1 757	2 023	15,1%	19,2%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)		mars-15	52	47	113	ns	ns
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)		avr-15	105	67	91	ns	-13,3%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)		avr-15	478	479	465	-2,9%	-2,7%
							(sources : ISPF, IEOM)
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)		mars-15	1 680	1 549	2 054	32,6%	22,3%
Importations de produits alimentaires (M CFP)		mars-15	2 874	2 298	3 481	51,4%	21,1%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)		avr-15	230	221	192	-13,1%	-16,5%
Personnes physiques en interdiction bancaire		avr-15	2 750	2 767	2 754	-0,5%	0,1%
							(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)		mars-15	927	592	469	-20,8%	-49,4%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)		mars-15	51	86	105	21,6%	ns
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)		mars-15	49	35	25	ns	ns
Importations de bois transformé (en M F CFP)		mars-15	223	115	231	ns	3,5%
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)		mars-15	20	19	29	50,9%	43,6%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)		mars-15	84	74	87	17,9%	2,9%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)		mars-15	32	56	96	ns	ns
Tourisme							
Nombre de touristes		déc-14	13 832	14 646	15 169	3,6%	9,7%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)		févr-15	56,3%	47,4%	55,5%	+8,1 pts	-0,8 pt
							(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers							**(Encours des banques locales en M FCFP)**
Dépôts							
Ménages							
	Dépôts à vue	mars-15	58 078	62 569	62 216	-0,6%	7,1%
	Comptes sur livret	mars-15	94 714	93 223	93 349	0,1%	-1,4%
	Dépôts à terme	mars-15	67 363	69 680	70 455	1,1%	4,6%
Entreprises							
	Dépôts à vue	mars-15	72 553	78 787	77 925	-1,1%	7,4%
	Dépôts à terme	mars-15	43 132	53 003	53 418	0,8%	23,8%
Encours bancaires							
Ménages							
	Crédits de trésorerie	mars-15	74 649	69 288	68 339	-1,4%	-8,5%
	Crédits à l'habitat	mars-15	147 025	151 003	151 049	0,0%	2,7%
Entreprises							
	Crédits de trésorerie	mars-15	35 410	35 974	35 843	-0,4%	1,2%
	Crédits d'équipement	mars-15	63 999	67 157	66 415	-1,1%	3,8%
							(source : IEOM)

IEOM
Institut d'Émission d'Outre-Mer

PARIS
Mai 2015

La Lettre de l'Institut d'émission

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%	10/09/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%

taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
2,80%

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/04/2015	30/03/2015	Var. M-1
EONIA	-0,0270%	0,0500%	- 0,077 pt
EURIBOR 1 mois	-0,0400%	-0,0150%	- 0,025 pt
EURIBOR 3 mois	-0,0050%	0,0190%	- 0,024 pt
EURIBOR 6 mois	0,0640%	0,0870%	- 0,023 pt
EURIBOR 12 mois	0,1710%	0,1980%	- 0,027 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	avr.-15	mars-15	Var. M-1
TMO	0,6600%	0,7600%	- 0,100 pt
TME	0,4600%	0,5600%	- 0,100 pt

taux de base bancaire	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		

taux d'intérêt légal 2015	taux	JORF
créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)	4,06%	27/12/2014
autres cas	0,93%	

Définitions
EONIA: Euro OverNight Index Average
EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
TMO : taux moyen des obligations publiques
TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
date	30/04/2015	31/03/2015	27/02/2015	30/04/2015	31/03/2015	27/02/2015	30/04/2015	31/03/2015	27/02/2015
taux JJ	0,125%	0,085%	0,150%	nd	nd	nd	0,520%	0,480%	0,520%
3 mois	0,430%	0,325%	0,430%	nd	nd	nd	0,650%	0,770%	0,650%
10 ans emprunts phares	2,100%	1,940%	2,020%	0,340%	0,400%	0,340%	1,870%	1,560%	1,770%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er avril 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers	
Prêts à taux fixe	**4,49%**
Prêts à taux variable	**4,09%**
Prêts-relais	**4,73%**
Autres prêts	
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	**20,23%**
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	**14,15%**
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	**9,04%**

Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	**7,57%**
Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	**3,01%**
Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	**3,76%**
Découverts en compte	**13,28%**
Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	**2,87%**

Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Découverts en compte	**13,28%**

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois		1 USD/XPF	106,4037	1 NZD/XPF	81,0292	1 HKD/XPF	13,7281	1 GBP/XPF	164,2105
100 JPY/XPF	89,5481	1 AUD/XPF	84,2679	1 SGD/XPF	80,5479	100 VUV/XPF	101,3401	1 FJD/XPF	52,0123

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE
Éditeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS
Achevé en mai 2015 – Dépôt légal : mai 2015 – ISSN 1955-8376